

Méthode de résolution de cas pratique

1. Etat de fait	<p>L'état de fait est le point de départ de toute analyse juridique. Avant d'examiner les problèmes juridiques, il faut soigneusement étudier et analyser les faits (personnes en cause, relations entre elles, chronologie des faits, qualification juridique non problématique).</p> <p>Comme l'état des faits contient souvent une série de dates et impliquent différentes personnes, il est judicieux de se représenter les personnes impliquées de manière graphique et les faits pertinents de manière chronologique</p>
2. Méthode de la prétention	<p>L'analyse juridique suivra la méthode dite de la prétention selon la formule : Qui peut exiger quoi de qui sur quelle base?</p>
3. Légitimations active et passive	<p>Il faut donc tout d'abord rechercher qui veut quelque chose de la part de qui. Il s'agit dès lors d'une relation bipartite, éventuellement multipartite. La personne qui réclame quelque chose, à savoir le titulaire de la prétention de droit matériel, doit être déterminée (légitimation active). Il s'agira ensuite de désigner la ou les personne(s) contre laquelle (ou lesquelles) la prétention sera dirigée (légitimation passive).</p>
4. Détermination de la revendication en fait (question brute)	<p>Le contenu de la revendication, ce qui sera revendiqué dans les faits, découlera d'une interprétation économique et de l'analyse des intérêts en jeu. Il peut par exemple s'agir de ce qui a été promis dans le contrat ; d'argent sous forme de dommages-intérêts, de gain ou de remboursement d'impenses, etc.; de s'abstenir ou de tolérer un comportement; de rétablir une situation; de donner une information; d'accorder un usage; d'adapter un contrat, etc.</p>
5. Traduction en	<p>Une fois que la revendication au niveau des faits est formulée, il faudra l'exprimer sous forme</p>



<p>une préten- tion juridique</p> <p>(question ju- ridique)</p>	<p>de prétention juridique. Pour cela, il faudra avant tout trouver une base légale ou contrac- tuelle. Il existe des prétentions qui ne se fondent pas sur une disposition légale, mais où la juris- prudence et/ou la doctrine ont identifié et comblé une lacune dans la loi (p.ex. <i>culpa in contrahen- do</i>, responsabilité fondée sur la confiance, etc.).</p>
<p>6.</p> <p>Choix de la norme de droit servant de fondement à la préten- tion juridique et détermina- tion des con- ditions juri- diques</p> <p>(« que faut-il pour que [...] ? »)</p>	<p>Une telle norme impose un certain devoir juri- dique (conséquence légale de faire, de tolérer ou de ne pas faire) lorsque les conditions énoncées par elle sont réunies.</p> <p>Le choix de cette norme dépendra de la revendication dans les faits (cf. ch. 4) traduite en une prétention juridique (cf. ch. 5).</p> <p>Il faudra éliminer parmi les normes envisagées celles prévoyant certes le devoir juridique recherché, mais dont l'état de fait soumis ne remplit pas les conditions (voir à ce sujet cf. ch. 7).</p> <p>Il est judicieux d'envisager au début toutes les normes de droit entrant potentiellement en ligne de compte afin de n'en oublier aucune lors de l'examen détaillé.</p>
<p>7.</p> <p>Subsomption</p> <p>(« En l'espèce... »)</p>	<p>La subsomption est l'examen détaillé des condi- tions juridiques de la prétention. Cet exercice nécessite souvent une interprétation tenant compte du sens que la jurisprudence et la doctrine donnent à ces conditions.</p> <p>En parallèle, il faudra garder à l'esprit l'état de fait afin de savoir si les faits peuvent être appréhendés par les conditions juridiques de la prétention.</p> <p>Il s'agit de procéder au syllogisme judiciaire développé dans le cours d'Introduction générale au droit.</p>
<p>8.</p> <p>Ordre de l'examen</p>	<p>Les possibles bases à la prétention juridique sont en règle générale à examiner dans l'ordre suivant:</p> <ul style="list-style-type: none"> - prétentions contractuelles (invalidation, exécution, résolution, dommages-intérêts, remplacement, etc.);

	<ul style="list-style-type: none"> - prétentions quasi-contractuelles (<i>culpa in contrahendo</i>, gestion d'affaires sans mandat, etc.); - prétentions extra-contractuelles (prétentions réelles: p.ex. action en revendication de l'art. 641 al. 2 CC; prétentions délictuelles: p.ex. dommages-intérêts selon l'art. 41 al. 1 CO); - prétentions fondées sur l'enrichissement illégitime (art. 62 ss CO).
9. Concurrence	Lorsque plusieurs bases légales entrent en ligne de compte, il faudra également clarifier les rapports entre elles (p.ex. responsabilité contractuelle sur la base des art. 97 ss CO et responsabilité extra-contractuelle sur la base des art. 41 ss CO, responsabilité pour l'auxiliaire selon l'art. 101 CO et responsabilité de l'employeur selon l'art. 55 CO).
10. Conseils pratiques	<p>Un cas pratique n'est pas un thème théorique à développer. Vous devez vous décider pour une solution. Il n'est pas admissible de proposer des variantes sans trancher.</p> <p>N'oubliez ni la mention des fondements pertinentes, ni la subsumption, y compris celle qui concerne les conditions qui vous semblent acquises.</p>